

Sylvain Kahn
20 juillet 2009

Les ressources planétaires au « G8+ » de L'Aquila : multilatéralisme, clivage Nord/Sud ou néo-colonialisme ?

« Le G8 de L'Aquila, du 8 au 10 juillet 2009, a réuni trente pays, riches, émergents et pauvres. Les ressources et l'environnement ont été au cœur des discussions. Des engagements importants ont été pris sur le climat, l'énergie, l'eau et l'agriculture. Comme il semble lointain, le temps de la division du monde en trois tiers. Et pourtant : en même temps qu'il témoigne d'un degré inédit de délibération mondiale, ce registre du changement climatique et des ressources planétaires met en scène la nouvelle jeunesse de l'opposition « nord/sud ». Cette lecture a fait l'objet d'un titre à la une d'un quotidien national. Elle a été reprise par l'ensemble des médias généralistes. Mais jusqu'à quel point convient-il d'y souscrire ? »

Du G7 au G20 via le G8 : la fin du monde en trois tiers

Le sommet du G8 de L'Aquila, dans les Abruzzes, donne à saisir sur le vif certains des mouvements de fond qui modifient, lentement mais sûrement, l'espace mondial. Lors de sa première réunion en 1975, cette instance informelle regroupait les 6 premières économies mondiales : Etats-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, bientôt rejointes, en 1977, par le Canada. C'était la crise : les Usa avait brisé le système monétaire international mis en place en 1945 à Bretton Woods ; les pays de l'OPEP venait de provoquer le choc pétrolier. Cette crise semblait épargner les pays du monde communiste. Avec le mouvement des non-alignés, les pays du Tiers-monde cherchaient tant bien que mal à tirer leur épingle du jeu de la Guerre Froide. Avec la fin de celle-ci, le G7 s'est ouvert à l'URSS de M. Gorbatchev puis à la Russie, devenant G8. Il s'est progressivement emparé de sujets d'intérêt planétaires autres que l'économie et la finance. Avec la fin de l'URSS et du bloc communiste, le terme de tiers-monde est tombé en désuétude. En 1989, déjà, au moment de la célébration du bicentenaire de la Révolution française, les dirigeants français avaient invités au G8 des dirigeants de pays en voie de développement. Vingt ans plus tard, certains d'entre eux, comme la Corée du sud, sont devenus des pays riches et industrialisés ; d'autres sont dits puissances émergentes - dont la Chine, devenue la seconde économie mondiale en terme de PNB ; pour d'autres encore, on parle des pays les moins avancés, ou des pays les plus pauvres. Le G8 est de plus en plus à l'étroit et porte de moins en moins bien son nom : une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement d'autant de pays participèrent aux réunions organisées du 8 au 10 juillet dans les Abruzzes en Italie. La production économique de l'ensemble des pays représentés à L'Aquila totalise près de 90% de la production mondiale en valeur. Le G8 est la figure de proue des pays riches et industrialisés. Plus largement, cet ensemble correspond à peu près aux pays de l'OCDE (dont la Russie ne fait pas partie). De leur côté, les émergents les plus visibles sont la République Populaire de Chine, l'Union indienne, et la République du Brésil. Depuis le sommet du G8 organisé en 2007 à Heiligendamm, en Allemagne, les émergents sont invités en formation G5 : ces trois plus l'Afrique du sud et le Mexique. A L'Aquila, le 9 juillet fut ainsi en formation « G8 + 5 ». Dans

l'intervalle, cependant, une nouvelle instance informelle s'est constituée : le G20. La recherche de réponses internationalement coordonnées aux crises financière et économique actuelles se fait ainsi dans le cadre de sommets auxquels participent nommément 20 pays. Le G20 s'est réuni le 15 novembre 2008 à Washington et le 20 avril 2009 à Londres. Son prochain sommet aura lieu à Pittsburgh en septembre prochain. Dans le G20, le nombre d'émergents est de neuf : ceux du G5, plus l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Indonésie et la Turquie. Neuf et huit font dix-sept : le G20 comprend également l'Australie, la Corée du sud et l'Union européenne. Dans les faits, l'UE est toujours représentée en tant que telle au G8 : par le Président de la Commission européenne et par le chef du gouvernement du pays qui la préside. A l'Aquila, l'Australie, la Corée du sud, l'Indonésie et la Turquie furent également invitées, en particulier le 10 juillet, pour les discussions sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et l'aide au développement. Finalement, 19 pays du G20 participèrent à tout ou partie des travaux de l'Aquila. Les dirigeants de plusieurs Etats supplémentaires, en particulier d'Afrique, participèrent à cette journée du 10 juillet et furent également signataires : Algérie, Angola, Danemark, Egypte, Espagne, Ethiopie, Libye (au titre de la présidence de l'Union africaine), Pays-Bas, Nigeria, Sénégal. Lors des travaux du 10 juillet, deux déclarations valant engagement furent adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement de ces pays et les responsables des principales organisations multilatérales (Banque mondiale, FAO, FMI, OCDE, OMC...). L'une porte sur le développement des pays du continent africain ; elle met particulièrement l'accent sur les ressources en eau et les installations sanitaires. L'autre porte sur la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Last but not least, les dirigeants d'un autre groupe informel se sont réunis à L'Aquila. Il s'agit des 17 pays membres du Forum des principales puissances économiques sur l'énergie et le climat. Ces pays sont ceux du G20 moins l'Arabie saoudite, l'Argentine et la Turquie. Dit autrement : les pays du Forum sont ceux du « G8+5 » plus l'Australie, l'Indonésie, la Corée du sud et l'UE. La répartition, la mise en valeur et la gestion des ressources et de l'environnement ont donc été au cœur des discussions de l'Aquila. Dans un bel ensemble, des engagements ont été pris sur la réduction des gaz à effet de serre, l'accès à l'énergie pour tous et dans le futur, l'alimentation pour tous et l'investissement dans l'agriculture vivrière des pays pauvres. Comme il semble lointain, le temps de la division du monde en trois tiers. Et pourtant : en même temps qu'il témoigne d'un degré inédit de délibération mondiale, ce registre du changement climatique et des ressources planétaires met aussi en scène la nouvelle jeunesse de l'opposition « nord/sud ». Cette lecture du sommet a fait l'objet d'un titre à la une d'un grand quotidien. Elle a été reprise par l'ensemble des médias généralistes. Mais jusqu'à quel point convient-il d'y souscrire ?

Pour le Sud, le Nord est comptable des effets du réchauffement climatique

Dans la lutte contre le changement climatique, les 17 membres du Forum ont progressé dans la convergence de vues sur plusieurs grands principes d'action : l'adaptation au changement climatique devient un objectif prioritaire au même titre que l'atténuation du changement climatique. La déforestation est condamnée ; le manque à gagner par l'arrêt des défrichements et l'exploitation des forêts pourrait être compensé par un fonds international. Les technologies de production d'énergie à faible teneur en carbone feront l'objet d'investissements prioritaires et de transferts et de dissémination. Pour autant, les 17 n'ont pu se mettre d'accord sur un engagement chiffré ni sur un calendrier de réduction des gaz à effet de serre (GES). Ils n'ont pu que s'engager à faciliter un accord sur ce point lors de la Conférence mondiale de Copenhague de décembre 2009 sous l'égide de l'ONU. Le développement serait-il incompatible avec la réduction des GES ? L'un des premiers points de la déclaration des 17 du Forum stipule que « le développement social et économique et l'éradication de la pauvreté sont les premières priorités dans les Pays en développement, sachant qu'un développement

faible en carbone est indispensable à un développement durable ». Sur le changement climatique, les discussions sont en fait très serrées depuis plusieurs années entre les pays « riches » et les pays « émergents ». Les premiers demandent aux seconds de contribuer proportionnellement autant qu'eux à la réduction des GES, en prenant pour base de calcul les émissions de l'époque actuelle. Les seconds considèrent cette exigence illégitime et injuste : ils ne s'estiment pas comptables des révolutions industrielles qui, depuis, le début du 19ème siècle, ont accru les émissions de GES. Selon ce raisonnement, c'est aux pays anciennement industrialisés de lutter contre le réchauffement à proportion de leurs émissions passées et cumulées. Pire, argumentent-ils : l'exploitation ou le pillage de leurs ressources par l'impérialisme et la colonisation ont largement facilité la croissance économique des pays du « Nord », tout en privant les pays du « Sud » des bénéfices des Révolutions industrielles. Et de rappeler que, dans le sous-continent indien, l'essor précoce d'une industrie textile locale à vocation mondiale fut bridé puis cassé par la colonisation britannique au profit du Royaume-Uni. Pour les dirigeants chinois, indiens et brésiliens, leur demander aujourd'hui de contribuer proportionnellement autant que les anciens pays industrialisés à la réduction des émissions de GES serait une nouvelle ruse des anciennes puissances coloniales pour freiner la sortie du sous-développement et le décollage économique des puissances émergentes. Aujourd'hui encore, poursuivent-ils, une partie des GES des PED correspondent à la division internationale du travail agie voire pilotée par les pays anciennement industrialisés : si la Chine est, selon l'expression consacrée, l'atelier du monde, le coût de la décarbonisation de son économie devrait être partagée avec, voire pris en charge par, les pays riches qui importent les produits fabriqués à moindre coût en Chine. Il conviendrait donc que les pays anciennement industrialisés payent trois fois : une fois pour leurs émissions actuelles ; une fois pour leurs émissions passées ; et une fois pour leurs importations.

Climat et répartitions des voix au FMI et à l'ONU : deux faces d'un même combat

Bien qu'il soit de nature foncièrement différente, ce type d'argumentation semble en phase avec les projets de modification de la répartition des voix au sein des grandes instances où se discutent la régulation du système international. Depuis le sommet d'avril 2009 à Londres, les dirigeants brésiliens demandent à voie haute la transformation complète du G8 en G20. De fait, le Sommet de l'Aquila témoigne que cette transformation est en voie d'accomplissement. Les grands pays émergents sont légitimement en passe d'obtenir un rééquilibrage significatif des droits de votes au sein du conseil d'administration du FMI. Celui-ci a été laborieusement entamé en avril 2008. La répartition de ceux-ci n'est toujours pas proportionnelle au poids économique des Etats - le Brésil, par exemple, a moins de voix que la Belgique. Les USA y disposent toujours d'un droit de veto de fait. Le G20 de Londres s'est engagé à mener cette redistribution du pouvoir au sein du FMI d'ici à janvier 2011. Si cette exigence des neuf pays émergents membres du G20 n'était pas entendue, ils ne donneraient pas leur accord au renforcement du rôle de vigie et de contrôle, par le FMI, des économies mondiale et nationales. Néanmoins, le multilatéralisme reste un combat de tous les instants. Ce rééquilibrage a ses contreparties : lors du G8+5 de l'Aquila, les pays du G8 ont obtenu un engagement public des participants à ne pas manipuler unilatéralement les taux de change. Ce point était resté aveugle lors du G20 de Londres. Or, depuis 1971, il n'y a depuis plus de régulation internationale des taux de changes digne de ce nom - ce fut une des raisons d'être du G7 première manière. La dévaluation dite compétitive reste un facteur de défiance et d'incertitude, et une tentation hélas facile en période de crise. Elle n'a pour l'instant pas été utilisée. Il est vrai que personne ne sait qui sortirait perdant d'une manipulation des taux : une très grande part de l'immense épargne chinoise finance la dette et la consommation américaines. On verra si le G20 de Pittsburgh confirme ce très important engagement du

G8+5, et par quel mécanisme. Ce n'est donc pas un hasard si les dirigeants du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) se sont pour la première fois réunis au sommet peu de temps après le G20 de Londres et peu de temps avant le G8 de l'Aquila. C'était le 16 juin 2009 à Ekaterinbourg (Russie). Ils y ont fait des déclarations informelles sur l'éventualité de ne plus utiliser le dollar comme monnaie dans les échanges internationaux. Puis ils y ont formellement appelé à une réforme du système monétaire international. La communication déployée lors de ce sommet mit en exergue des additions : à l'échelle mondiale, les BRIC « pèsent » près de 15% du PIB, un quart du territoire et plus de 40% de la population. Mais cette communication n'a dit mot de cette réalité : deux d'entre eux, la Russie et la Chine, sont des empires coloniaux.

Le renouveau tiers-mondiste, paravent d'un néo-colonialisme

La revendication exprimée depuis plusieurs années par les pays du « Sud » d'un élargissement du nombre de membres permanents au Conseil de sécurité de l'ONU ne peut qu'être renforcée par les négociations sur le changement climatique et le poids économique et financier des pays émergents que traduit la transformation du G8 en G20. Pour fédérer les Etats du « Sud » autour de leurs objectifs, les grands pays émergents re-jouent la rhétorique tiers-mondiste : ce qui fait scandale n'est pas tant l'exclusion de certains Etats que la sous représentation et la marginalisation de toutes les nations des régions du monde les plus peuplées et les plus vastes. Rappelons nous : avant de déboucher sur le mouvement des non alignés, la conférence d'avril 1955 à Bandoeng, en Indonésie, s'intitulait : Conférence afro-asiatique. Alors que la lutte pour les indépendances et la décolonisation battait son plein, la déclaration finale condamnait « le colonialisme dans toutes ses manifestations ». 29 pays des deux continents y participèrent, dont la Chine, le Japon, le Laos, l'Indonésie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran, la quasi-totalité des pays arabes, la Turquie, le Soudan. Ils regroupaient 57% de la population mondiale, 12% du Pib mondial, 28% des sièges de l'Onu (17 sur 60), et 0% de ceux des membres permanents du Conseil de sécurité. En ce début de 21ème siècle, l'invocation de l'avenir de la planète et de son climat masquerait-il le rajeunissement du phénomène colonial ? Les heurts entre Hans devenus majoritaires et Ouïgours devenus minoritaire (résultante des politiques de peuplement du gouvernement central), la répression militaire qui s'en suit sous nos yeux, sont un témoignage d'actualité hélas classique d'une emprise territoriale centre/périphérie de type coloniale : en Chine comme en Russie, il y en a eu d'autres et il y en aura d'autres. De façon plus inattendue, l'accès aux ressources, aux matières premières et aux terres agricoles illustrent singulièrement comment des pays émergents peuvent reprendre à leur compte des méthodes impérialistes ou de domination coloniale qu'ils ont du combattre durement tout au long des 19ème et 20ème siècles. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'ONG Grain ont alerté sur les récentes et gigantesques acquisitions de terres agricoles par la Corée du sud, la Chine, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, au nom de leur sécurité alimentaire, dans la foulée de la flambée des prix agricoles de 2007 à l'été 2008. Les principaux Etats vendeurs sont l'Indonésie, le Congo (RDC), Madagascar, les Philippines, le Pakistan, le Soudan et le Laos. Selon l'Onu, jusqu'à l'équivalent des terres arables françaises (20 millions d'hectares) auraient été rachetées depuis 2006, principalement en Afrique. Dans ses différentes déclarations, le sommet du G8 « + » à géométrie variable de l'Aquila proclame la nécessité d'augmenter l'investissement agricole dans les pays pauvres, de promouvoir le développement rural et une agriculture durable, respectueuse de l'environnement et s'appuyant sur les familles d'agriculteurs. A cet effet, les 26 pays signataires de la Déclaration du 10 juillet 2009 sur la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale s'engagent à l'abondement d'un fonds, par les plus riches d'entre eux, à hauteur de 20 milliards de \$ sur trois ans. Mais la question du « néo-colonialisme agraire » posée par le directeur général de la FAO ce

printemps n'est pas mentionnée. La question de la propriété et des mutations foncières, des expropriations et de l'accès à la terre et aux ressources n'est pourtant pas soluble dans le financement du développement agricole. Les réponses aux crises financière et économique ne signifient pas le retour des égoïsmes nationaux au détriment de la délibération et de la coopération dans l'espace mondial. On ne peut que s'en réjouir. Pour autant, derrière l'écran des négociations climatiques nord/sud, serrées et bien-pensantes, de nouveaux phénomènes coloniaux, accompagnent au sein des « Suds », cette consolidation sélective du multilatéralisme.

Sylvain Kahn, professeur à Sciences Po, producteur de Planète terre sur France Culture

Pour aller plus loin :

Les discours de L'Aquila : http://www.g8italia2009.it/G8/Home/G8-G8_Layout_locale-1199882116809_Atti.htm

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net